AVANT PREMIÈRE

Allemagne: les espions sont-ils hors de contrôle?

La chancelière allemande Angela Merkel et le président russe Vladimir Puutine, dimanche à Moscou. - Crédits photo : Sergei Karpukhin/AP

International (http://premium.lefigaro.fr/international/) | Par Nicolas Barotte (#figp-author)
Mis à jour le 10/05/2015 à 19h02

INFOGRAPHIE - Les services de renseignements allemands sont soupçonnés d'avoir aidé l'agence américaine NSA dans ses pratiques d'écoutes généralisées. Débat éthique et polémique politique font rage outre-Rhin.

Depuis deux semaines, le débat fait rage en Allemagne sur les pouvoirs jugés excessifs des services de renseignements. **L'agence allemande, le BND (Bundesnachrichtendienst), est soupçonnée d'avoir outrepassé ses missions et d'avoir aidé la NSA, l'agence d'écoutes américaine, dans ses pratiques d'espionnage généralisé (http://premium.lefigaro.fr/international/2015/04/24/01003-20150424ARTFIG00264-nouveau-scandale-au-sein-du-renseignement-allemand.php)**. Selon un sondage paru la semaine dernière, 70 % des Allemands sont favorables à un meilleur contrôle des services secrets. Une majorité, 57 %, ne se sent pas assez protégée contre la surveillance individuelle. Depuis deux ans, l'Allemagne a pris conscience qu'elle pouvait elle aussi être espionnée par ses alliés. «Entre amis, cela ne se fait pas», avait protesté Angela Merkel.

• Que reproche-t-on au BND?

Le scandale a été révélé par la presse, notamment le magazine Der Spiegel, les quotidiens Süddeutsche Zeitung et Bild. Le BND est soupçonné d'avoir collaboré avec la NSA dans l'espionnage de ses alliés européens. Si ces pratiques sont répandues, elles sont politiquement choquantes alors que l'Allemagne s'était érigée en victime de la NSA. Parmi les cibles surveillées figurent des institutions comme la Commission européenne, **des partenaires proches comme la France ou l'Autriche (http://premium.lefigaro.fr/international/2015/04/30/01003-20150430ARTFIG00135-accusations-d-espionnage-berlin-aurait-aide-la-nsa-a-surveiller-l-elysee.php)**, ou encore des entreprises sensibles comme EADS et Eurocopter. **Airbus et le gouvernement autrichien ont porté plainte contre X (http://premium.lefigaro.fr/societes/2015/04/30/20005-20150430ARTFIG00287-accusation-d-espionnage-airbus-va-porter-plainte-contre-x.php)**. La liste complète des écoutes n'est pas connue. Après la révélation en 2013 des écoutes de la NSA, le Bundestag s'était doté en mars 2014 d'une commission d'enquête chargée d'examiner «l'ampleur et les circonstances» des activités d'espionnage par des services étrangers. Plusieurs fois cette année, la commission s'est plainte de ne pas obtenir certaines réponses.

La Loi fondamentale, dans son article 10, interdit formellement aux services de renseignements du pays d'agir contre les intérêts de ses citoyens. Les ressortissants étrangers, même résidents en Allemagne, échappent à cette protection. Le BND est soupçonné d'avoir enfreint plus ou moins consciemment cette limite dans sa coopération avec la NSA. En pratique, la frontière peut être difficile à définir: EADS est une entreprise européenne, mais elle emploie aussi du personnel allemand... La polémique survient alors que la crédibilité du BND est sérieusement entamée. L'été dernier, la présence d'agents doubles au sein du **BND (http://plus.lefigaro.fr/tag/bnd)**, travaillant pour la NSA, avait été révélée. Quelques mois auparavant, les services de renseignements avaient été mis en cause pour ne pas avoir protégé les communications de la chancelière. «Ce n'est pas la première enquête parlementaire sur les activités de renseignement», rappelle Thorsten Wetzling, chercheur associé à la Fondation Neue Verantwortung. En 2006, les activités du BND en Irak avaient été critiquées. «À chaque fois, il est apparu que le contrôle des agences n'était pas suffisant», souligne-t-il.

• Comment ont fonctionné les écoutes du BND et de la NSA?

Les opérations menées par la NSA et le BND ont été massives. Selon le Süddeutsche Zeitung, elles auraient été interrompues la semaine dernière, à la suite de la polémique. Pendant des années, elles ont consisté à intercepter et collecter des données informatiques sélectionnées en fonction des adresses IP, des numéros de téléphone ou des adresses e-mail. Les cibles pouvaient être désignées par des mots-clés ou repérées par un suffixe Internet, comme «gov» «diplo» ou «bundesamt». 40.000 données auraient été saisies. Si la NSA revendique une capacité de surveillance étendue, elle a besoin de points relais stratégiques où «brancher» ses écoutes. L'Allemagne est l'un d'eux. La NSA a profité des moyens techniques de la base du BND de Bad Aibling, en Bavière. Le plus important «nœud» de communications du réseau Internet se situe à Francfort. L'entreprise DE-CIX, qui le gère, a annoncé qu'elle portait plainte contre le BND.

Le BND était censé s'autoréguler. «C'est une obligation légale puisque le BND n'est pas autorisé, par la Loi fondamentale, à certaines pratiques», explique Marcel Dickow, spécialiste des questions militaires à la fondation SWP à Berlin. «La question est de savoir qui vérifie quoi et jusqu'où?» Il est impossible de contrôler toutes les données collectées avec un «filet dérivant». Pour l'instant, le gouvernement refuse de dévoiler la liste des cibles surveillées par le BND et la NSA.

• Quels sont les liens entre le BND et la NSA?

Les services américains et allemands sont étroitement liés. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Américains décident de doter l'Allemagne de l'Ouest d'un service de renseignement extérieur. Il s'agit alors de pouvoir surveiller le bloc communiste au plus près. Principale différence avec ses homologues: le BND n'a pas de service action pour mener des opérations. «Le BND a toujours favorisé ses partenaires du “Five Eyes” auxquels il rêve d'appartenir», explique le journaliste Erich Schmidt-Eenboom, spécialiste du renseignement. Les «Five Eyes» désignent la coopération privilégiée des services américain, anglais, australien, canadien et néo-zélandais. «Mais le BND n'est pas pris au sérieux par les Américains», qui ne le jugeraient pas assez indépendant, poursuit le journaliste.

Après les attentats du 11 septembre 2001, une nouvelle étape de collaboration est franchie: l'heure est à la lutte contre le terrorisme. Le gouvernement allemand, mené alors par les sociaux-démocrates, signe plusieurs accords de coopération, un mémorandum en 2002 puis l'accord Eikonal en 2004, qui prévoit une surveillance des communications sur Internet depuis l'Allemagne. Depuis une dizaine d'années, l'intelligence digitale est devenue l'une des activités principales du BND. «Après le

11 Septembre, les missions des services secrets se sont élargies sans qu'elles aient été discutées politiquement ou évaluées a posteriori, explique Marcel Dickow, de la fondation SWP. En multipliant leurs coopérations, les services sont aussi devenus plus puissants.» Ils auraient développé une vie autonome «à laquelle il faut mettre un terme», juge notamment le vice-chancelier SPD Sigmar Gabriel. Combien de temps ont duré les activités d'espionnage américaines? Pour l'heure, difficile de le savoir. L'ancien directeur de la chancellerie Thomas de Maizière a assuré qu'une demande «problématique» de la NSA pour étendre l'accord de coopération avait été rejetée en 2008. Selon la Süddeutsche Zeitung, le BND a restreint la semaine dernière ses activités d'espionnage pour la NSA depuis la base de Bad Aibling.

• Qui contrôle le BND?

Comparé à d'autres services européens, le BND est soumis à une surveillance très stricte. Les opérations de l'agence sont supervisées directement par l'exécutif. Il existe même un poste de secrétaire d'État au Renseignement rattaché à la Chancellerie. Cette dernière est censée être au courant de toutes les activités du BND. Les médias allemands ont révélé que deux notes internes, en 2008 et 2010, l'avaient alertée des activités d'espionnage, notamment économique, de la NSA sur le sol allemand. L'information a-t-elle été transmise et reçue par les responsables? C'est la question posée à Angela Merkel qui, en juillet 2013, assurait catégoriquement qu'il n'y avait «pas d'espionnage industriel contre des entreprises allemandes».

La semaine dernière, Der Spiegel a révélé que 12.000 requêtes jugées non conformes auraient été effacées des listings du BND en août 2013. Face à l'exécutif, le Bundestag dispose théoriquement d'un pouvoir parlementaire puissant. La commission G-10, en référence à l'article de la Loi fondamentale encadrant l'activité des services de renseignements, est chargée de délivrer les autorisations permettant d'espionner des ressortissants allemands. Les opérations du BND doivent être justifiées (par une menace précise par exemple) et sont limitées dans le temps. Pour compléter le dispositif, une commission parlementaire, le PKGr, est chargée de contrôler les opérations du BND. Mais si le gouvernement et le BND sont tenus de répondre à toutes les questions posées, ils n'ont pas d'obligations de fournir spontanément des informations. Les accords secrets passés avec d'autres agences, comme l'accord de 2004, échappent ainsi à toute connaissance. «Sur le papier, le contrôle parlementaire semble bon. Mais en réalité, il ne fonctionne pas,

résume Marcel Dickow. Il manque de moyens humains, de capacités d'investigation, de compétences techniques. Que peuvent faire seuls neuf parlementaires?»

• Angela Merkel est-elle menacée par le scandale?

Élevée en Allemagne de l'Est, Angela Merkel n'a aucun goût pour la surveillance généralisée des citoyens. Mais elle est pragmatique et veut préserver la coopération avec les États-Unis, y compris dans le domaine du renseignement. C'est notamment la NSA qui a averti dernièrement le gouvernement allemand de menaces d'attentats sur son sol. «Compte tenu de la menace terroriste, la capacité d'action des services de renseignements ne peut être garantie qu'en coopération avec d'autres. La NSA en fait partie», a-t-elle expliqué la semaine dernière.

Mais **les dérives du BND menacent la chancelière de conséquences sur deux fronts (http://premium.lefigaro.fr/international/2015/04/28/01003-20150428ARTFIG00328-merkel-rattrapee-par-le-scandale-de-la-nsa.php)**. Les révélations d'espionnage mettent à mal la relation germano-américaine. Et la Chancellerie est sommée d'expliquer ce qu'elle savait et si elle a laissé la NSA abuser de sa position. Selon un sondage Insa, 62 % des Allemands estiment que la crédibilité de la chancelière est entachée par le scandale. Le SPD l'a bien perçu aussi. Si certains sociaux-démocrates retiennent leurs coups, se souvenant que les accords NSA-BND ont été signés alors qu'ils étaient au pouvoir, d'autres ont pris leurs distances.

En interpellant Angela Merkel, le ministre de l'Économie Sigmar Gabriel, potentiel candidat à la Chancellerie, a joué «la rupture» au sein de la grande coalition, ont estimé les éditorialistes. Pour restaurer son autorité, la chancelière va devoir remettre de l'ordre.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 11/05/2015.

(http://plus.lefigaro.fr/page/nicolas-barotte)
Nicolas Barotte (http://plus.lefigaro.fr/page/nicolas-barotte)
Suivre (http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/813250312422455963673691274350 13/60956)
Correspondant du Figaro à Berlin